

Assemblée Générale de l'U.L CGT d'Arles le 3 septembre 2015.

Nous avons toutes et tous **goûter aux vacances**, et c'est tant mieux. Dans le même temps, la **CGT doit préparer activement « la rentrée sociale »**.

Le monde bouge : Les différents continents connaissent tour à tour une série de bouleversements majeurs, sur le plan économique, sur le plan social, sur le plan environnemental ou encore, militaire. La diversité de ces mouvements, leurs contradictions, nous concernent au plus haut point. Les aborder dans le détail dans cette introduction est difficile, car cela demanderait un développement très long.

Nous vous proposons d'aborder plus en détail la situation en Europe.

Les événements qui se déroulent en Grèce ont une signification historique. Ils ont, à la fois, aiguisé les critiques sur la façon dont est gouvernée l'Europe et fait renaître la réflexion sur ce qu'est vraiment une démocratie.

En dépit du vote démocratique de tout un peuple qui, à plus de 61%, a exprimé sa volonté d'en finir avec l'austérité, celle-ci leur a été ré-infligée avec encore plus de sévérité. Après une nuit de tractations, les 19 dirigeants de la zone euro se sont mis d'accord le 13 juillet, pour négocier un troisième programme d'aide à la Grèce pour lui permettre de couvrir les échéances des prêts octroyés les trois prochaines années. En contrepartie de plus de 85 milliards d'euros, la Grèce doit s'engager à mener des ajustements budgétaires draconiens et des réformes douloureuses sous la tutelle des quatre institutions créancières du pays : Union Européenne, Banque Centrale Européenne (BCE), Fonds Monétaire International (FMI), Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Parmi ces mesures drastiques, une hausse de la TVA, y compris pour ce qui est de l'eau, l'énergie et les produits alimentaires ; une hausse des cotisations à la sécurité sociale ; une réforme des retraites avec le report de l'âge légal de la retraite à 67 ans, une réforme de la procédure civile... Un fonds indépendant est créé pour privatiser des actifs grecs à hauteur de 50 milliards d'euros ; 25 milliards d'euros serviront à restructurer les banques exsangues de par la dégradation économique continue et les 25 autres iront au service de la dette. Comble du cynisme, 14 aéroports régionaux viennent d'être vendus à un consortium allemand Fraport-Slentel.

Une cure d'austérité supplémentaire dont les conséquences seront toujours plus de pauvreté, la poursuite du déclin avec une régression du PIB de 3 à 4% cette année, et la montée de la dette qui, malgré deux premiers programmes d'aide en 2010 et 2012 n'a cessé de croître passant de 101,7% du PIB en 2002 à 183% en 2014.

De fait, la véritable volonté idéologique poursuivie par les dirigeants libéraux et sociaux-libéraux est de démontrer, au-delà de la Grèce, que face à la finance internationale et à l'économie libérale plus personne n'a le droit de bouger le petit doigt.

Le fonctionnement de l'Union Européenne se fait une fois de plus sans la mise en œuvre d'un processus démocratique, avec une incidence concrète sur la vie des millions des salariés de l'Union Européenne, sur les salaires, la protection sociale, les conditions de travail, et les services publics.

Les populations et les salariés encore moins ne partagent pas les orientations de la politique européenne. Le référendum grec en témoigne. Les dernières élections territoriales et municipales en Espagne en attestent. La campagne pour l'élection du leader travailliste en Grande Bretagne en donne aussi un aperçu. Jeremy Corbyn, défend un programme qui détonne : sortie de l'OTAN, renationalisations notamment des chemins de fer et de la poste et refus de l'austérité.

Toutes ces aspirations au progrès doivent être écoutés, entendues et soutenues. Le mouvement syndical doit en être acteur.

Oui une autre Europe est possible. Cela nécessite d'inscrire les populations elles-mêmes dans un processus politique qui jusqu'à présent leur échappe.

La CGT ne peut être absente de ces enjeux. Oui, une autre Europe est possible. Le syndicalisme européen a un rôle à jouer, la situation faite au peuple grec doit amener la CES réunie en congrès du 28 septembre au 2 octobre prochain à Paris à ne pas se limiter à un rôle institutionnel et de concertation mais exiger la mise en œuvre de politiques dans le cadre d'un mandat affirmé et assumé d'organisation syndicale de salariés.

Le monde bouge, les femmes et les hommes aussi. L'idéal européen est menacé, à Vintimille comme à toutes ces frontières européennes qui devraient tomber mais qui sont en train de redevenir les symboles de mauvais augure du nationalisme et de la recherche de bouc émissaire.

Des signes inquiétants montent sur le continent européen. Dans les urnes, dans la rue ou dans les positions des gouvernements progressent les idées de repli national, d'intolérance.

Ce n'est pas une politique nationale, comptable et sécuritaire qui empêchera des milliers de migrants de risquer leur vie sur nos frontières. Mais une approche internationale, responsable et humaine.

Penser fermer les frontières pour stopper les flux migratoires est aussi irréaliste que criminel. Cela ne fait que rendre les déplacements plus précaires, plus coûteux, plus dangereux. Rappelons qu'en 2014, plus de 3500 personnes sont mortes noyées en Méditerranée.

Le fait migratoire est un fait social, une réalité du monde contemporain incontournable. Permettre aux gens de migrer dans des conditions dignes et sûres, c'est mettre fin à la tragédie qui se joue aux frontières de l'Europe ; c'est donner un coup d'arrêt au travail ignoble des passeurs ; c'est faire que les migrants puissent déployer tout leur potentiel économique d'autant plus positivement que leur situation y est sûre et légale ; c'est contribuer au progrès social pour tous en rendant inopérante l'embauche par les employeurs de travailleurs étrangers en situation irrégulière, véritable « dumping social » dont ces salariés ne sont en rien responsable.

Les migrants qui arrivent chaque année en Europe représentent 0.05% de la population.

Si la France accueillait, clairement, dignement 10 000 migrants, cela représenterait qu'1 personne en plus pour 6000 habitants.

57% des immigrés en France viennent des pays d'Europe. Les 2/3 d'entre eux ont au moins le niveau du Bac.

A Calais, plus d'1/3 d'entre eux viennent de professions intellectuelles et sont des cadres moyens ou supérieurs.

Dire cela c'est en finir avec le mensonge. La France et l'Europe ne subissent pas une intolérable pression de déshérités du Sud avides de notre pain et de notre niveau de vie.

D'ailleurs, saluons et prenons appui sur la victoire obtenue par les travailleurs sans papiers et la CGT dans les Yvelines qui ont obtenu de Manpower que l'entreprise s'engage à fournir les papiers nécessaires à la régularisation. Une action qui a déclenché une vague de 400 adhésions à la CGT.

Face au retour de l'idée qu'une partie des humains sont indésirables, nous avons le choix de réaffirmer l'unité de l'Homme. Contre l'obscurantisme, il s'agit simplement de relancer l'humanisme. La CGT doit l'exprimer fortement. Ne nous voilons pas la face, nous devons aussi l'exprimer auprès de nos syndicats et nos syndiqués pour qu'ils puissent disposer de l'argumentation nécessaire pour en convaincre les salariés.

Dans notre pays, cet été la politique austéritaire s'est accentuée. Et ce, dans tous les domaines.

La culture avec le long conflit à Radio-France, contre 350 départs volontaires pour un soi-disant retour à l'équilibre des comptes en 2017 sacrifiant ainsi le fonctionnement et l'accomplissement de ses missions sur l'autel d'une vision comptable étriquée et néfaste.

C'est aussi la baisse des crédits des collectivités territoriales pour la culture faisant suite au désengagement financier de l'État, qui a entraîné l'annulation de près de 150 festivals et à des dizaines de lieux fermés avec à la clé la disparition de nombreux emplois d'artistes et de techniciens. C'est dans ce contexte que le cadrage de la nouvelle convention chômage qui englobe le régime des intermittents du spectacle devrait s'amorcer à l'automne. Une paupérisation de la culture qui a conduit la Fédération CGT du spectacle et ses syndicats à organiser une manifestation lors du festival d'Avignon.

Politique austéritaire qui frappe **les universités**, selon un rapport de l'UNEF pointant les abus et faiblesses de l'université pour la rentrée 2015-2016 des milliers de bacheliers étaient sans place au mois de juillet.

Politique austéritaire qui frappe **tous les services publics** et notamment **les hôpitaux**. Leur quotidien s'apparente de plus en plus à celui d'un hôpital d'un pays émergeant qu'à celui d'un hôpital de pointe, avec la fermeture de nombreux services d'urgence cet été. Conditions de travail de plus en plus insupportables, dégradation des services non sans conséquences pour les patients, manque de moyens et de matériels gangrenant le fonctionnement des établissements. A tel point que le syndicat CGT de l'hôpital Nord de Marseille a pris l'initiative d'une lettre ouverte à Marisol Touraine, alors que l'on demande toujours plus d'économie aux hôpitaux public.

Politique austéritaire à laquelle sont confrontés tous les salariés, les retraités et les privés d'emplois avec des conditions de vie, qui se détériorent, le nouveau **pic record du chômage** est un élément qui en atteste.

Les résultats de cette politique, c'est une croissance zéro au second trimestre 2015 comme l'établit l'INSEE. Le gouvernement n'entend pas changer de feuille de route. Il entend maintenir le pacte de responsabilité, soit 47 milliards de baisse de cotisations pour les entreprises qui s'ajoutent aux autres cadeaux (CICE, exonérations diverses, et autres) et dont 17 milliards doivent encore être approuvés par les parlementaires.

Le seul effet de ces mesures est la reconstitution de la marge des entreprises, à un niveau inégalé de 31,1% sans aucun retour, ni pour les salariés, ni pour l'investissement en baisse continue, Ce taux de marge a pour visée d'alimenter les dividendes des actionnaires et la rentabilité du capital.

Pour sortir de cette situation, la CGT a des réponses fortes, efficaces : l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail.

Notre pétition « Augmenter les salaires, les minima sociaux, les pensions, c'est urgent, nécessaire et juste » est une campagne de fond et de longue haleine, (site de la CGT "Campagne Salaire" <http://www.cgt.fr/-Mon-salaire-pour-vivre-c-est-1672-> et le formulaire de pétition.)

Prolonger cette campagne, aller à la rencontre des salariés, c'est un moteur important pour la réussite de la journée interprofessionnelle d'actions et de mobilisations du 8 octobre.

A cette même date, plus exactement **fin septembre, concernant la Fonction Publique**, la CGT aura à se prononcer sur le **projet d'accord carrières**. L'objectif de la CGT est bien de prendre l'avis de maximum d'agents de la Fonction Publique.

Si cette négociation ne porte pas sur la valeur du point d'indice mais sur les règles statutaires, le déroulement de carrière, les qualifications, il n'en demeure pas moins qu'elle interfère sur le niveau de rémunération. Ainsi par exemple, le projet d'accord propose d'établir la périodicité de la négociation salariale à un délai de trois ans, comme le fait la loi Rebsamen s'agissant des NAO pour le privé. Au vu des incidences, le parallèle n'est pas à mettre de côté pour se déterminer.

Tout conduit à ce que les agents de la Fonction Publique prennent part à la journée du 8 octobre.

Oui, on peut à la fois, augmenter les salaires et travailler moins, pour travailler tous, vivre mieux son travail et de son travail.

Le niveau du chômage actuel menace la société dans son ensemble. Il entraîne dans une spirale infernale l'ensemble du salariat vers le moins disant social porté par le patronat et la précarité. Dans une telle situation, l'un des leviers pour une croissance forte et durable est de réduire le temps de travail sans baisser les rémunérations.

Pendant l'été, l'activité de la CGT ne s'est pas arrêtée. Le tour de France Social a été l'occasion de rencontrer et soutenir des militants en lutte et mettre en avant nos campagnes avec la Caravane du Tour de France cycliste. La caravane des saisonniers a été également un outil efficace de rencontres et de débats. La 1ere étape s'est déroulé à Arles. Les militants du Bureau de l'U.L avec les camarades du Syndicat CGT des Territoriaux sont allés à la rencontre des salariés saisonniers (expos photos, restaurants, bars...) Initiative réussie !

Pour dynamiser la rentrée, 8 meetings interrégionaux à caractère national seront tenus. Leur contenu et leur tonalité peuvent dynamiser la rentrée et la journée de mobilisation du 8 octobre que nous proposons aux salariés.

Dans notre département le meeting confédéral décentralisé de rentrée aura lieu au Parc Chanot à 15 H le 10 septembre, l'Union Départementale propose que 20 Arlésiens(es) y participent. Nous proposons un départ en co-voiturage à 13H30, rdv devant l'Union Locale.

La journée interprofessionnelle de mobilisations du 8 octobre, peut être une expression concrète de notre campagne « coût du capital » et pour une autre répartition des richesses qui doit prendre corps à partir des réalités des salariés et de l'entreprise. C'est sur ces bases, que nous avons à gagner l'arrêt de travail et donner chair aux mobilisations.

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires revendiquent dans une plateforme commune leurs exigences de voir : augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minimas sociaux et le point d'indice des fonctionnaires ; Promouvoir l'égalité salariale femmes / hommes ; Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois et réduire le chômage ; Pérenniser et améliorer les garanties collectives ; Pérenniser et améliorer la protection sociale pour garantir les droits à la santé et à la retraite • Développer les investissements pour relancer l'activité économique ; Conforter et promouvoir les services publics c'est bien dire non à l'austérité en proposant des alternatives. Elles invitent les salariés et les retraités à amplifier la mobilisation.

Cet été, les atteintes à la liberté syndicale, à la liberté d'expression, à la liberté d'intervention se sont poursuivies. Ce n'est pas le fruit du hasard, si la répression s'abat sur les syndicalistes notamment les plus combattifs mais bien le cœur d'un projet de société qui vise à imposer des choix politiques et empêcher les contestations et les propositions alternatives.

La CGT a décidé de prendre cette situation très au sérieux. **Le 23 septembre**, partout en France, les organisations de la CGT sont appelées à organiser des initiatives : rassemblements, manifestations, conférence de presse ... afin d'exiger l'arrêt des atteintes aux libertés syndicales et de faire connaître nos propositions. Une demande d'audience a été faite auprès à la ministre de la justice afin de remettre et porter les exigences de la CGT.

Pour lui donner un « vrai » contenu, la Confédération nous demande de recenser tout ce qui concerne la répression syndicale en termes de carrière, d'avertissements, de répressions, de façon à ce que les militants, les syndiqués et les salariés sachent que la CGT prend cette question à bras le corps. A Arles nous avons une situation très préoccupante à Transgourmet et à SMDC logistique. Nous travaillons ces dossiers avec le secteur Droit Liberté Action Juridique de l'U.D. Nous proposons de participer au **rassemblement sur le parvis de l'UD à 11H30 le 23 septembre** pour le lancement de

la campagne sur les libertés syndicales et réaffirmer le contenu revendicatif de la CGT en cette rentrée.

Le 23 septembre doit être une date qui doit marquer notre engagement contre les lois Rebsamen et Macron qui viennent d'être promulguées et qui entendent limiter les droits de s'exprimer et de se défendre.

La loi relative au dialogue social adoptée définitivement le 23 juillet sacrifie la citoyenneté au travail. La fusion des instances représentatives du personnel, la fragilisation du CHSCT vont reléguer les enjeux du travail et de sa nécessaire transformation aux questions subsidiaires, y compris malheureusement, dans les entreprises à risque (Seveso). La possibilité de négocier les salaires ou l'égalité femmes/hommes tous les 3 ans au lieu d'annuellement, au-delà d'être une mesure scandaleuse, constitue un recul majeur pour les salariés.

La loi pour l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, adoptée avec la procédure 49.3 à deux reprises, dérègle des pans entiers du droit du travail et organise la concurrence et la compétition dans des secteurs multiples de notre société. C'est un déni de démocratie parlementaire, et les mesures imposées ont un « air de famille » avec celles qui sont imposées à la population Grecque. L'objectif recherché est de soulager le patronat et les capitaux des entreprises des « contraintes » imposées par le droit du travail, pour générer toujours plus de bénéficiaires en un temps le plus restreint possible, quel qu'en soit le coût salarial et humain, à l'exemple du travail du dimanche qui va pouvoir se mettre en œuvre !

C'est dans ce contexte que doit être remis le mois prochain les conclusions de la mission Combrexelle qui avait été chargée par Manuel Valls de tracer des « perspectives audacieuses » pour donner plus de place au dialogue social sur le terrain et élargir la place de l'accord collectif par rapport à la loi. En bref, poursuivre le démantèlement continu d'un droit du travail protecteur. Au regard des enjeux, le rendez-vous donné par la CGT le 23 septembre, à toutes ses organisations, ses militants, plus largement aux salariés ne peut être relégué au second plan de notre activité en cette rentrée.

La prochaine séance de **négociations « Arrco, Agirc » aura lieu le 16 octobre**. Les enjeux sont bien de rétablir les équilibres financiers des retraites complémentaires, et de choisir entre 2 solutions : baisser les retraites et leur montant ou augmenter les ressources pour financer des retraites de qualité comme le proposent les O.S et notamment la CGT. (Pétition en ligne sur <http://www.ugict.cgt.fr/articles/actus/petition-agirc-arrco>)

Le plan de travail de la CGT dans cette rentrée sociale 2015 est ambitieux, engageons le débat et engageons-nous, avec les syndiqués à rencontrer les salariés, les retraités pour réussir les mobilisations à venir.

Voici « in extenso » la conclusion du rapport présenté à l'A.G de rentrée de la Confédération le 25 août :

« Le monde bougera quoi qu'il arrive. Le plus important est de savoir qui conduira la marche. Pour conclure voici les propos de la sociologue Sophie Bérout : « L'essentiel se joue dans la défense quotidienne des salariés, au plan individuel et collectif, dans sa capacité à construire du commun à partir de réalités éclatées. Les rapports de force globaux changeront dès lors que l'action syndicale sera en mesure d'intéresser et de mobiliser les salariés sur leurs lieux de travail et de vie. C'est là qu'ils peuvent mieux toucher du doigt leur capacité à inverser le cours des choses dès lors qu'ils s'engagent et agissent » Voilà qui résume bien notre état d'esprit et notre feuille de route pour cette rentrée.